



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 30 juillet 2013

LE GOUVERNEUR CUOMO RATIFIE LA LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE BASE SUR LES JEUX DU NORD DE L'ETAT DE NEW YORK

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a ratifié aujourd'hui la Loi sur le développement économique basé sur les jeux du Nord de l'Etat de New York (Upstate NY Gaming Economic Development Act), une nouvelle loi, dans l'attente d'une approbation par referendum cet automne, qui créera quatre centres de villégiature autour des jeux dans le Nord de l'Etat de New York pour stimuler le tourisme et le développement économique dans les communautés de la région. Selon le plan défini autour des jeux de casino de la nouvelle loi, toutes les localités de l'Etat partageront une augmentation de l'aide à l'éducation, ou des baisses des impôts fonciers, quel que soit l'endroit où seront situés les casinos.

« Notre préoccupation a été d'apporter des emplois et de donner un coup de pouce aux économies locales dans le Nord de l'Etat de New York, où des décennies de déclin ont sérieusement ébranlé nos communautés », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Cette nouvelle loi permettra à l'Etat d'avancer dans la création de centres de villégiature de classe mondiale autour des jeux, qui attireront les touristes dans le Nord de l'Etat et soutiendront des milliers d'emplois bien rémunérés et généreront de nouveaux revenus pour les entreprises locales. Pendant de trop nombreuses années, les revenus issus des jeux ont profité à nos états voisins, au détriment de l'Etat de New York. Aujourd'hui, nous mettons l'Etat de New York dans une position où ces revenus seront dépensés dans nos communautés, profiteront à nos économies locales et aux industries du tourisme, et soutiendront l'éducation et la baisse des impôts fonciers. »

Le Sénateur John Bonacic a déclaré : « Les jeux de casino sont partout autour de nous dans d'autres Etats. En les légalisant dans l'Etat de New York, nous pouvons créer des milliers d'emplois et permettre des milliards de dollars d'investissement. Les jeux peuvent améliorer de façon importante l'économie des Catskills. Le Gouverneur Cuomo l'a amenée au bord de la réussite ici. Tous ceux qui souhaitent plus d'argent pour l'éducation et plus d'emplois devraient voter pour le référendum sur les jeux en novembre prochain. »

French

Le Député Gary Pretlow a déclaré : « Je félicite le Gouverneur Cuomo pour la ratification de cette loi qui fera avancer l'Etat de New York d'un cran pour ouvrir des casinos dans les Catskills, la Moitié Sud et la région de la Capitale. Ces centres de villégiature sont une excellente nouvelle pour les communautés locales, les économies locales, et la population de notre Etat. Les jeux ont le potentiel de créer de nouveaux emplois pour les New Yorkais et d'attirer les résidents et touristes du Sud de l'Etat vers les attractions du Nord de l'Etat, et cette nouvelle loi intéressante nous permettra de faire des jeux de casino un moteur économique de l'Etat de New York. »

La nouvelle loi ratifiée aujourd'hui par le Gouverneur comprend ces détails clés :

Situation des centres de villégiature autour des jeux : Les centres de villégiature seront sélectionnés de manière compétitive sur la base de leur impact sur le développement économique. Les centres de villégiature autour du jeu sont autorisés dans trois régions de l'Etat : la région de la Vallée de l'Hudson-Catskill, la région du District de la Capitale-Saratoga, et la Moitié Centre-Sud. Une région peut avoir jusqu'à deux casinos si statué par le conseil des emplacements de l'Etat. Aucun centre de villégiature autour des jeux ne peut être autorisé à Westchester, Rockland, la Ville de New York, ou Long Island. Il y aura une période d'exclusivité de sept ans, pendant laquelle aucun autre centre de villégiature autour des jeux ne sera agréé par l'Etat.

Règlementation et Sélection : La Commission de l'Etat sur le jeu supervisera la règlementation des centres de villégiature autour des jeux. La Commission sur le jeu nommera un conseil des emplacements composé de personnes avec une expertise en finances et développement, qui détermineront le montant minimum requis de dépenses d'immobilisations et de frais de licence pour un centre de villégiature autour des jeux candidat dans chaque région et effectuera les sélections.

- o Le taux d'imposition sur les machines à sous sera égal au taux d'imposition des établissements de jeu avec loteries vidéo dans chaque région, qui varie actuellement de 37% à 45% selon la région.
- o Le taux d'imposition sur les jeux de table sera de 10%.
- o Les paiements actuels à l'industrie hippique pour les dépenses et l'élevage seront maintenus.
- o Il n'y aura pas de centre de villégiature autour des jeux dans les régions aux accords tribaux d'exclusivité.

Le Conseil devra évaluer les demandes des centres de villégiature autour des jeux sur la base de critères spécifiques : La décision sur l'emplacement d'un centre sera basée à 70 pour cent sur les facteurs d'activité économique et de développement du commerce ; 20 pour cent sur l'impact local et les facteurs d'emplacement ; et 10 pour cent sur les facteurs de main d'oeuvre. o Le soutien local à la demande d'un centre doit être démontré et constitue une exigence minimale pour effectuer une demande.

La Commission sur le jeu est autorisée à enquêter sur la viabilité du candidat à la licence de jeux, notamment la physionomie et stabilité financière, et fixe les critères pour accorder des licences aux

personnes et entreprises employées ou faisant des affaires avec le centre de villégiature. Les centres de villégiature autour des jeux et toutes les industries de service associées seront strictement et entièrement règlementées par la commission sur le jeu. L'âge minimum pour jouer aux jeux d'argent dans les centres sera de 21 ans, et il sera interdit de fumer dans les quatre centres de villégiature autour des jeux.

Toutes les localités bénéficieront des augmentations de l'aide à l'éducation : 10% des recettes fiscales de l'État iront aux autres comtés de la région où se trouve le centre de villégiature afin de fournir une aide en matière d'impôts ou d'éducation. 80 % des recettes fiscales de l'État seront employées dans l'ensemble de l'État à l'éducation primaire et secondaire ou à l'aide sur les impôts fonciers. L'aide à l'éducation sera cumulative et ne comptera pas dans la formule sur l'éducation existant déjà dans l'État. Si le référendum sur les jeux est adopté, 10 % du revenu net des jeux retenus par l'État auprès des établissements de jeux indiens seront distribués dans les comtés des zones d'exclusivité, qui ne reçoivent pas de part de revenus d'exclusivité d'une autre manière.

Lutter contre le problème de l'addiction au jeu et de la triche : Des fonds pour l'addiction au jeu seront créés par l'imposition de frais annuels de 500 \$ sur toutes les machines à sous et tables de jeu. Les centres de villégiature autour des jeux devront développer des programmes sur l'addiction au jeu et une partie de la décision sur l'emplacement des centres reposera sur la qualité d'un tel programme. Tous les centres de villégiature autour des jeux seront tenus d'avoir des politiques d'exclusion, et la loi contient des dispositions pour que les joueurs s'excluent eux-mêmes des centres. De nouvelles catégories de mesures législatives sur les crimes spécifiques au jeu seront ajoutées pour empêcher la triche dans les centres de villégiature autour des jeux. Les cafés de jeux de loterie en ligne sont spécifiquement criminalisés.

Prévenir la corruption : Un poste d'inspecteur général de l'État sur le jeu est autorisé pour éviter la corruption au sein de la commission sur le jeu.

Accords avec les casinos indiens : L'exclusivité des zones des casinos indiens est confirmée.

Appareils de loterie vidéo : La nouvelle loi autorise les OTB Nassau et Suffolk à créer chacun un établissement de loterie vidéo sur un site OTB avec un maximum de 1 000 machines dans chaque site. Dans le cas où un référendum sur le jeu ne serait pas adopté, la Commission sur le jeu est autorisée à décider de l'emplacement de quatre établissements de loterie vidéo de manière compétitive, un par région, dans le District de la Capitale, la Moitié Centre-Sud, Catskills, et le Comté Nassau, sur la base des critères de génération de revenus et de développement économique. D'autres établissements de loterie vidéo dans l'Etat de New York garantiront de nouveaux financements pour une aide à l'éducation.

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur www.governor.ny.gov
Etat de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

French